

2018



SIEA

RAPPORT
D'ACTIVITÉS



4

Une équipe au service des collectivités de l'Ain

Les Membres du bureau syndical
Une équipe au service des collectivités

8

Les missions du SIEA

Le service public de l'électricité	9
L'éclairage public	12
Le système d'information géographique (SIG)	14
Le service Energie	16
La communication électronique	18
Le service public de la distribution de gaz	24

25


Le budget du SIEA

Vue d'ensemble du Compte Administratif
Les principales recettes & dépenses
Les Marchés

30

L'information

Lexique
2018 en images





Une équipe au service des collectivités de l'Ain

- ▶ Les Membres du bureau syndical
- ▶ Une équipe au service des collectivités

30 Membres du bureau

508 Délégués représentants leur collectivité

4 Comités Syndicaux

4 Réunions de Bureau Syndical

4 Commissions d'Appel d'Offres

68 Agents

2 Journées de Commissions Thématiques

- Communication Electronique
- Gaz - Energie - Electrification rurale - Eclairage public
- Travaux Exploitation Contrôle

Renouvellement du Bureau Syndical le 12 juillet 2017

Le Président



Walter MARTIN,
Maire d'ATTIGNAT
Conseiller départemental

Les Vice-Présidents



Annie CARRIER,
Déléguée aux Affaires Générales
Projets transversaux et patrimoniaux,
Communication Institutionnelle
Maire de BRENOD



Gérard GALLET,
Délégué aux Travaux d'électrifi-
cation, de gaz et de télécoms liés
aux concessions
Maire de CURTAFOND



Brigitte COULON,
Délégué aux finances
Maire de RANCÉ



Michel CHANEL,
Délégué à la Communication
Electronique
Conseiller Municipal de CROZET



Jacques BERTHOU,
Délégué à la Téléphonie Mobile et
aux véhicules électriques
Conseiller Municipal de MIRIBEL



Philippe GUILLOT-VIGNOT,
Délégué à l'Eclairage public
Maire-Adjoint de DAGNEUX



Christophe GREFFET,
Délégué à l'Energie
Maire de St GENIS S/ MENTHON



Denis LINGLIN,
Délégué au SIG
et aux usages du numérique
Maire de SERGY



Andrée TIRREAU,
Maire de BOISSEY

Les Membres du bureau



Alain CHALTON,
Maire de
ST CYR S/MENTHON



Christian FONTAINE,
Maire-Adjoint de
ST MARTIN DU MONT



Daniel ROUSSET,
Maire de LA TRANCLIERE



Didier PITRE,
Délégué de VERSAILLEUX



Georges VUCHER,
Maire de CERDON



Gérard DUTRAIT,
Maire de PORT



Gilles ZAMMIT,
Maire-Adjoint de
CHATILLON EN MICHAILLE



Jean-Paul COURTIEUX,
Maire-Adjoint de PERONNAS



Jean-Paul PICARD,
Maire-Adjoint de
BELLEGARDE S/ VALSERINE



**Claude-Emmanuel
DUCHEMIN,**
Maire-Adjoint de
DIVONNE-LES-BAINS



Michel LEVRAT,
Maire de SAINTE-CROIX



Daniel DOMPOINT,
Maire de BEAUREGARD



Mireille CHARMONT-MUNET,
Maire d'ARTEMARE



Noël PIROUX,
Maire de PIRAJOUX



Renaud DONZEL,
Maire-Adjoint de NANTUA



Yannick LAURENT,
Maire-Adjoint de VAL-REVERMONT



Yves VENCON,
Maire-Adjoint de
ST MAURICE DE GOURDANS



Hélène BROUSSE,
Conseillère Municipale
d'AMBUTRIX



Bernard PUTHOD,
Maire de MARIGNIEU



Guy BILLOUDET,
Maire de FEILLENS

L'équipe en quelques chiffres

Au 31 décembre 2018

68 agents



32
Agents
administratifs



36
Agents
techniques

Election du nouveau Comité Technique en décembre 2018

Mouvements du personnel

9 nouveaux agents ont été accueillis dans les différents services du SIEA et

6 agents ont quitté la structure.

Répartition des agents selon les catégories

19 agents
A

24 agents
B

22 agents
C

et 1 apprentie

6 Titularisations / 1 concours réussi

Absences

Congés maladie

288 jours pour les contractuels (252 jours en 2017)

766 jours pour les titulaires (dont 730 jours pour longue maladie) 449 jours en 2017

Congés maternité et paternité

264 jours (pas de congés en 2017)

Accident du travail

0 jour d'arrêt (53 jours en 2017)

Mouvements du personnel

Départs 2018

CHAGNARD Claudette
Aide Comptable

DON Chantal
Aide Comptable

GLANTZMANN Thierry
Responsable de la Transformation Numérique

JACUZZI Thomas
Technicien de Secteur

PERRIN Séverine
Technicienne Fibre

TOUISS Mustapha
Contrôleur de Gestion et de Concessions

Arrivées 2018

BAVOUX Régine
Aide Comptable

DOUILLET Stéfany
Directrice Communications Electroniques

LEPINE Benoit
Technicien de Gestion SI

MARCAIRE Véronique
Assistante Relation Abonnés

MAZUIR Marine
Assistante Fibre

MONTAGNE Kélian
Technicien de Secteur

PASSOT Estelle
Gestionnaire Marchés Publics

ROUSSON Stéphane
Technicien Fibre

UTHAYASOORIYAR Voltan
Actuaire

Les missions du SIEA



Le service public de l'électricité

L'éclairage public



Le service public de la distribution de gaz



Le système d'information géographique (SIG)



Le service Energie

La communication électronique





Montant des travaux d'électrification sous maîtrise d'ouvrage du SIEA en 2018

Montant global **14 000 000 €**

Extension	3 000 000€
Renforcement	4 000 000€
Effacement	7 000 000€

Auxquels s'ajoutent les réalisations au titre du Génie civil pour réseaux télécommunication : 2 100 000 €.

Organisation du service public

Autorité organisatrice de la distribution d'énergie électrique par transfert de compétence des 408 communes du département membres, le SIEA organise le service public de la distribution d'électricité sur l'ensemble du territoire départemental.

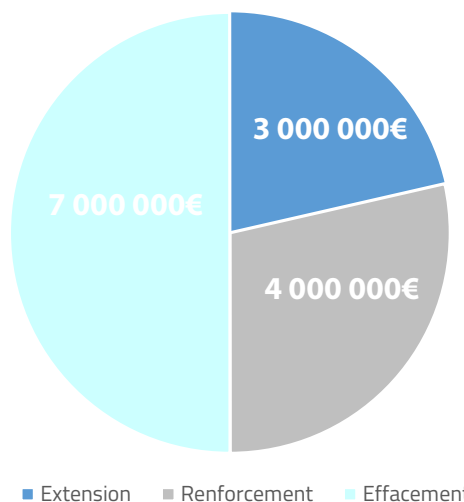
Pour cela, 3 contrats de concession ont été signés avec un délégataire, Electricité de France (EDF) :

1/ les 20 communes de l'ex-syndicat d'électricité du Pays du GEX

2/ les 6 communes de l'ex-syndicat d'électricité de SEYSSSEL

3/ le reste des communes du département (349 communes),

En sont exclues les 18 communes desservies par la régie du SIEA, Régie Service Energies (RSE), qui gère le service sur ce territoire.



Etablissement des programmes « Electrification Rurale »

Plans de financement 2018

Programmes FACE* AB/ C /S

Ces programmes de travaux sont réalisés annuellement en fonction du montant des dotations allouées par le FACE au Syndicat pour l'année. Tranche AB pour les travaux de renforcement, C pour l'enfouissement et S pour la sécurisation des fils nus.

Prise en considération des listes d'extension 86 et 87

Ces listes concernent les projets communaux, les lotissements privés, les PME, les logements sociaux ...

Amélioration esthétique des réseaux

Prise en compte de la liste des opérations d'enfouissement identifiées par le syndicat après le vote du budget des communes et prévues de réaliser sur le programme 2018.

Proposition de programmes pour 2019 : **16 170 100 €**

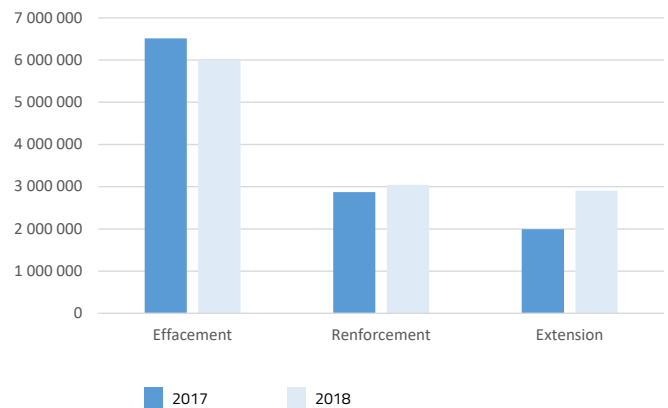
*Compte d'Affectation Spéciale Financement des Aides aux Collectivités territoriales pour l'Electrification Rurale.



Extension des réseaux

Le Syndicat intervient, entre autre, dans le cadre de l'alimentation électrique d'équipements communaux, de l'alimentation électrique de lotissements et d'immeubles privés et de raccordements supérieurs à 36 KVA.

	Règlements effectués	Nombre de dossiers traités
2016	2 366 860 €	108
2017	1 994 263 €	138
2018	2 902 256 €	168



Effacement des réseaux : travaux d'esthétique

Ces travaux consistent en la mise en souterrain des réseaux. Ils peuvent intervenir en complément de travaux d'éclairage public, de renforcement ou d'extension des réseaux électriques. Ils peuvent aussi faire l'objet de travaux coordonnés avec France Télécom, ENEDIS, GrDF, aménagements de voirie...

Renforcement des réseaux

Les opérations de renforcement consistent à améliorer le réseau de distribution d'énergie électrique afin que la qualité du courant fourni aux abonnés soit satisfaisante. Celle-ci doit être conforme aux prescriptions du législateur et au cahier des charges de concession électrique.

	Règlements effectués	Nombre de dossiers traités
2016	2 940 108 €	95
2017	2 872 508 €	133
2018	3 041 945 €	136

	Règlements effectués	Nombre de dossiers traités	
		Communes Rurales	Communes Urbaines
2016	5 747 417 €	43	21
2017	6 511 688 €	40	28
2018	5 988 583 €	30	19





Inventaire technique au 31/12/2018

Ouvrages de distribution concédés à



Lignes moyenne tension

6 705 kms

dont 46% en souterrain



Lignes basse tension

8 020 kms

dont 54% en souterrain



8 945 postes

de transformation HTA/BT

Ouvrages de distribution gérés par la régie



Lignes moyenne tension

399 kms

dont 80% en souterrain



Lignes basse tension

329 kms

dont 59% en souterrain



507 postes

de transformation HTA/BT

Répartition des usagers au 31/12/2018

Les usagers du service public concédé



Electricité acheminée

4230 GWh

-0.2% par rapport à 2017



Nombre d'usagers

345 292

+1.1% par rapport à 2017



Usagers aux Tarifs Bleu

258 196 usagers (-6%)

Consommation : 1 544 GWh (-14%)

Usagers ayant exercé leur éligibilité

(Données reconstituées)

Environ 87 096 usagers (+28%) ont fait le choix de passer avec des offres de marché .

Relations concessionnaires

Depuis le début de l'année 2019, le SIEA est en négociation avec Enedis et EDF pour le renouvellement du cahier des charges de concession du département de l'Ain (hors secteur de la RSE)

Elaboré sur un modèle national défini par la FNCCR, ENEDIS et EDF, le prochain contrat de concession va couvrir plusieurs décennies. Il devra inclure un cahier des charges précisant les droits et devoirs du concessionnaire vis-à-vis du SIEA et des usagers du service public. Les négociations en cours ont pour principal objectif la conclusion d'un contrat équilibré « gagnant/gagnant » avec une amélioration de la qualité de service aux usagers. Le nouveau contrat de concession abordera notamment différents points comme les indicateurs de performance du service public de l'électricité, l'accompagnement à la transition énergétique, la maîtrise d'ouvrage des travaux sur le réseau ou bien encore les flux financiers entre le SIEA et Enedis.



Electricité acheminée

115 GWh

+13,90% par rapport à 2017



Nombre d'usagers

11 016

+1% par rapport à 2017

Usagers aux TRV

10 892 usagers (+1%)



Organisation du service public

Les principales missions :

- Conseil sur l'évolution de l'éclairage public,
- Maîtrise d'ouvrage des travaux neufs, de rénovation, de mise aux normes, d'amélioration des performances du réseau et d'économies d'énergie,
- Gestion des contrats de fourniture et les règlements des factures de consommation d'énergie,
- Maintenance préventive et curative,
- Gestion des sinistres.

Au 31/12/2018, l'éclairage public c'est :

365 communes
ont transféré cette compétence au SIEA.

91 600 points lumineux gérés
dont 2500 LED.

Point sur le fonctionnement

Les dépenses 2018 s'élèvent à

6 654 221 € et en voici la répartition :

Maintenance curative



533 965 €

3 535 interventions

Délais d'interventions

2619 dépannages sous 15 jours

861 dépannages sous 24 heures

55 interventions de mise en sécurité
sous 4 heures

Maintenance préventive



535 659 €

4 825 Vérifications d'armoires
21 260 Changements d'ampoules

Achat d'énergie



5 312 897 €

Travaux engagés suite à des sinistres



271 700 €

130 sinistres



Les recettes 2018 s'élèvent à

5 995 897 € et en voici la répartition :

Cotisations des communes



5 894 186 €

Dépenses couvertes par les assurances :



101 711 €
au 16/05/2018

Rappel : les maires et communes communiquent au Syndicat les coordonnées des tiers en cause lors d'un sinistre. (Plus d'info sur www.siea.fr)

Reste à la charge du SIEA : **658 324 €**

Investissement sur le réseau

En 2018, **315** dossiers traités pour un montant de **5 312 400 €** (+21% par rapport à 2017).

Les investissements réalisés concernent des travaux d'extension, de modernisation de réseaux, de mise aux normes et d'économie d'énergie.

Mise en valeur par la lumière

En 2018, **4** dossiers pour un montant de **20 622 €**.

Depuis l'Assemblée Générale du 09/04/2016, l'aide financière apportée auparavant par le SIEA a été stoppée. Ces dossiers comportent des demandes antérieures à la décision du Comité et les demandes qui ne sont pas subventionnées.

▶ Eclairons intelligent



89 communes coupent l'EP une partie de la nuit (dont 61 sur la totalité de leur territoire).

L'économie réalisée est de l'ordre de 35% de la facture d'énergie consommée pour l'éclairage.

Le syndicat réalise les études pour les communes qui lui en font la demande.

D'autres solutions tel que l'installation de LED ou la gradation peuvent être étudiées pour limiter la consommation d'énergie.





Les fonctions du SIG :

- Intégrer des données de sources différentes,
- Outil d'aide à la décision, à la planification et au développement constitué :
 - d'une base de données géographiques (plans),
 - de procédures et techniques pour le recueil systématique, la mise à jour,
 - le traitement et la diffusion des données (système).

L'ensemble des communes de l'Ain sont équipées avec leur cadastre digitalisé.

Les subventions liées à la numérisation

En 2018, **7** subventions ont été accordées dans le cadre de la numérisation de l'eau potable, de l'Assainissement et du Cimetière pour un montant total de **19 880 €**.

Les logiciels

Logiciel gestion de l'Eclairage public

Les 365 communes qui ont transféré leur compétence Eclairage public au SIEA ont bénéficié de l'installation du logiciel «SYECL». Logiciel destiné aux communes, aux entreprises et au SIEA permettant de suivre les demandes et interventions sur le réseau d'éclairage public.



Migration vers X'map

En mai 2018 l'outil cartographique SIMAP a migré vers X'MAP, offrant ainsi aux utilisateurs plus d'options, d'avantages et de fluidité..

7 réunions de présentations ont été animées, par le SIEA, sur le territoire départemental.

L'équipe SIG du SIEA réalise à distance l'installation de X'MAP. Ce logiciel de cartographie permet aussi d'utiliser le logiciel de gestion de l'Eclairage Public, SYECL.



Logiciels R'cim, R'ad's et R'SPANC

En 2018, l'équipe SIG du SIEA, poursuit la mise en place de ses logiciels :

- Gestion de cimetière (R'cim)
- Instruction d'urbanisme (R'ads)
- Gestion de l'assainissement autonome (R'SPANC) auprès des communes et EPCI qui le souhaitent.



Géoportail de l'urbanisme

Depuis 2016, les autorités compétentes (Communes ou Communautés de Communes) doivent déposer leur document d'urbanisme sur le Géoportail de l'urbanisme. Tout document d'urbanisme devra obligatoirement être déposé avant le 01/01/2020. Le SIEA pourra assister les collectivités.

En 2018, ce sont 115 documents d'urbanisme publiés par les autorités compétentes avec l'aide du SIEA.





Les formations

En 2018, 30 formations ont eu lieu dans les locaux du SIEA et 5 dans des collectivités qui nous ont mis une salle de formation à disposition. Les formations sont dispensées par groupe de 10 personnes, élus et personnel communal. Un ordinateur par personne est mis à disposition pour pouvoir pratiquer durant la formation.



Formations R'cim

6 formations
35 communes
45 participants

Formations R'ads

5 formations
34 communes
1 Communauté de Communes
44 participants

Formations R'SPANC

2 formations
1 commune
6 Communautés de Communes
le CD01
13 participants

Formations X'map

22 formations
105 communes
9 Communautés de Communes
1 Syndicat d'Assainissement
206 participants

Détection de réseau

Afin de réduire les risques d'accidents et d'établir des règles de sécurité plus précises, la réforme Anti-endommagement des réseaux ou DT-DICT (Déclarations de travaux, Déclarations d'Intention de Commencement des travaux) est entrée en vigueur le 01/07/2012. Elle prévoit notamment l'amélioration de la précision de la cartographie des réseaux enterrés, avec deux échéances : le 01/01/2020 dans les communes urbaines au sens de l'INSEE et le 01/01/2026 dans les autres communes.

Afin de répondre à ces exigences, un marché de détection et géoréférencement des réseaux d'éclairage public, comprenant 4 lots géographiques a été lancé pour les communes ayant transféré cette compétence au SIEA.

Perspectives 2019

Détection de réseau

Afin de répondre aux exigences de la réforme Anti-endommagement des réseaux, le SIEA va faire procéder à la détection et au géoréférencement des réseaux d'éclairage public suite au marché lancé fin 2018.

Plan de Corps de Rue simplifié

La réforme Anti-endommagement prévoit aussi que les gestionnaires de réseaux répondent aux DICT sur un fond de plan précis dit PCRS (Plan de Corps de Rue simplifié). Le SIEA va initier un partenariat avec les principaux gestionnaires de réseaux afin de financer l'acquisition et la mise à jour du PCRS sur l'ensemble du département d'ici 2023. Ce sera un PCRS image.

Formations

Focus sur les formations XMAP

En 2019, les journées de formations à destination des communes et EPCI (X'MAP / R'ads / R'cim, R'SPANC) vont se poursuivre ; des sessions de perfectionnement seront proposées pour les applications métier R'ads et R'cim.





Le Service Energie propose à l'ensemble des communes du Département, une aide à la maîtrise des consommations et dépenses d'énergie, à travers :

- un conseil aux communes pour toute question relative à l'énergie,
- des visites des bâtiments communaux et propositions d'optimisations,
- la coordination des groupements de commandes d'achat d'énergie.
- la mise en place du Plan Climat Air Energie Territorial
- l'accompagnement des installations photovoltaïques sur les bâtiments communaux

Commission Consultative Paritaire de l'Energie

Dans le cadre de la loi TEPCV*, le SIEA est désigné coordonnateur départemental dans le domaine de l'énergie. Le SIEA a créé une CCPE (Commission Consultative Paritaire de l'Energie). Afin d'instaurer un dialogue à parité égale entre délégués communaux et représentants des EPCI, la CCPE

est chargée de coordonner l'action des membres et de mettre en cohérence les politiques d'investissements dans le domaine de l'énergie.

Les deux dernières Commissions ont eu lieu le 24/04/2018 et le 12/12/2018 au SIEA.

**L'article L.2224-32 et 34 du CGCT prévoit une compétence partagée des communes et des EPCI dans la production d'énergies renouvelables et des actions de la Maîtrise de l'Energie (MDE). Ces articles permettent donc à la fois aux communes et aux EPCI d'aménager, d'exploiter, de faire aménager et de faire exploiter des installations d'Energies Renouvelables et de mener des opérations de MDE.*



Maîtrise de l'énergie (MDE)

Travaux

Les chantiers d'économies d'énergie menés par le SIEA dans le cadre de la convention MDE sur 2018

Objectifs de ces travaux :

- Réaliser des économies financières ;
- Limiter les émissions des gaz à effet de serre ;
- Diminuer les consommations, en particulier durant les périodes de pointe hivernale maintenant impactées par le mécanisme de capacité.



100 000 €
22 Communes
concernées

Diagnostics thermiques

5 Etudes thermiques et **10** termographies ont été établis par le Service Energie.

Certificats d'économie d'énergie

Conformément à l'organisation qui s'est mise en place dans le cadre de l'association régionale des Syndicats d'énergies TEARRA «Territoire d'énergie Auvergne-Rhône-Alpes», le Syndicat SYDER a réalisé un dépôt en regroupement en juin 2017.

Rappel de la démarche CEE

Les ventes des CEE sont reversées aux communes sous forme de subvention pour leurs travaux d'isolation thermique des combles ou toitures de leurs bâtiments recevant du public et de réseaux de chauffage.

Le SIEA a pu déposer **16** projets de Maîtrise de la Demande en Energie (MDE) et **27** dossiers Eclairage Public pour un montant total de 5 GWh Cumulées et actualisées (Cumac) soit 36 000€.

Caméra thermique

Dans un souci d'optimisation et d'amélioration de ses visites de bâtiments publics, le SIEA s'est doté d'une caméra thermique. Grâce à cet outil, le Service Energie souhaite permettre aux communes de cibler et de prioriser les bâtiments sur lesquels monter des projets de travaux, mais aussi sensibiliser l'équipe municipale aux problématiques d'économie d'énergie dans le patrimoine communal.

La caméra thermique, véritable outil de diagnostic, permet de délivrer une image en rayonnement infrarouge, couplée avec une photographie classique. Elle permet de mettre en évidence les déperditions calorifiques, les désordres structurels d'un bâtiment ou les surchauffes des équipements et installations techniques.



Point sur les groupements de commandes

Groupement Gaz : Nouvel Accord Cadre



132 collectivités membres
dont 9 nouveaux

2 lots (1 lot gaz de ville et 1 lot avec 10% de biométhane)

Fournisseur :

Attribution des 2 lots du 1er Marché subséquent à **ENGIE (gaz de ville)** et **GAZ DE BORDEAUX (avec 10% de biométhane)**

Début de fourniture : 1^{er} janvier 2019 **Fin de fourniture :** 31 décembre 2020

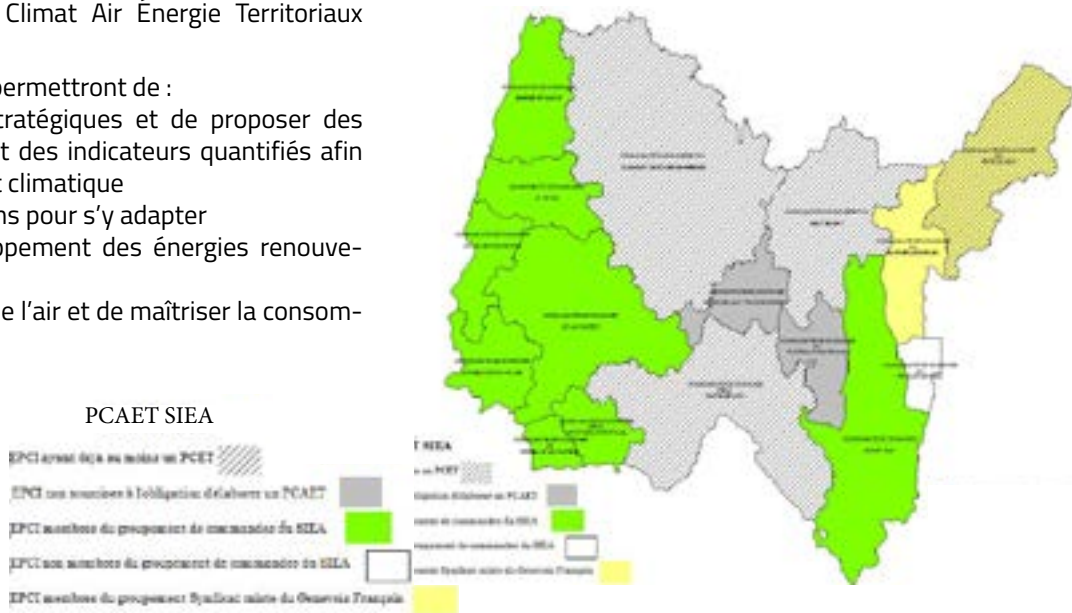
Plan Climat Air Energie Territorial

Le SIEA est coordonnateur d'un groupement de commandes qui a permis de sélectionner un bureau d'études dont la mission consiste à réaliser et animer la démarche d'élaboration des Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET).

Les documents produits permettront de :

- définir des objectifs stratégiques et de proposer des actions opérationnelles et des indicateurs quantifiés afin d'atténuer le changement climatique
- de proposer des solutions pour s'y adapter
- de favoriser le développement des énergies renouvelables
- de préserver la qualité de l'air et de maîtriser la consommation d'énergie.

8 EPCI ont intégré ce groupement



Energie photovoltaïque

Courant 2017, le SIEA a mené une réflexion sur les installations photovoltaïques avec comme objectifs d'accompagner les communes dans :

- la maîtrise d'ouvrage photovoltaïque sur toiture communale via une convention d'occupation du domaine public,
- la prise en compte de l'éclairage public photovoltaïque dans la compétence transférée.

Courant 2018, 11 analyses d'opportunité photovoltaïques ont été menées : préparation du cahier des charges pour une installation en 2019.

Communes concernées : Attignat, Bellignat (2 bâtiments), Bey, Ceyzériat, Chaleins, Chanoz Chatenay, Mézériat, Misérieux, St Genis sur Menthon, St Martin du Mont





Suivi du déploiement Li@in



Réalisation en 2018



Point de situation

- Fin de la mise à niveau du réseau existant,
- Travaux de raccordement des abonnés,
- Poursuite du déploiement du réseau et mise en œuvre d'un programme de desserte des zones d'activités communautaires.

Objectif du SIEA

Fournir un service Très Haut Débit fibre optique aux particuliers, professionnels et collectivités du département de l'Ain.

Les grandes missions du SIEA

- Ingénierie du réseau
- Montage financier
- Construction du réseau à l'échelle départementale (artères),
- Déploiement du réseau à l'échelle communale (dessertes),
- Mise à niveau du réseau,
- Raccordement des abonnés,
- Exploitation et commercialisation du réseau par la Régie RESO-LIAin.



Ouvertures du service Très Haut Débit

64 nouvelles communes dont 29 Mises en Service Commerciales
13 Zones d'activités ouvertes
30 025 Nouveaux locaux raccordés

- Extension du réseau sur les communes déjà ouvertes,



Communes concernées par des extensions du réseau Li@in

80 communes étudiées

- Déploiement des éléments actifs de réseau.



Point financier

Engagement confirmé par le 1^{er} Ministre

Après la décision du Comité d'Engagement Subventions Avances Remboursables (CESAR) de l'État, le 12 juillet 2018, le Premier ministre a signé le 24 décembre 2018 un engagement de financement en faveur du réseau d'initiative publique de l'Ain porté par le SIEA, pour un montant de 74.6M€.

Cet engagement vise à accompagner le déploiement de la fibre optique sur notre département.

«Je profite de cette annonce pour réaffirmer et remercier l'engagement de nos partenaires que sont l'Europe, la Région, le Département, les Communautés de l'Ain et les communes qui va permettre au SIEA d'atteindre son objectif d'intérêt général et d'équité territoriale : l'aménagement numérique de l'ensemble des


foyers et professionnels Aindinois.

Il est essentiel de rappeler le caractère pionnier de notre réseau de fibre optique commencé dès 2007, de rappeler également que le caractère atypique de notre projet, auquel nous tenons, réside dans le fait que le SIEA est un syndicat de communes et que notre déploiement est réalisé sur tout le département, en dehors des zones d'initiatives privées. Cette infrastructure déploie la fibre optique au sein des communes rurales qui sont les moins bien desservies en accès internet et au coeur des zones d'activités. C'est dans cet esprit que nous continuons, sans oublier les bourg-centres, les zones rurales ou de montagnes qui ont, eux aussi, besoin du très haut débit.»


Walter Martin



Les chiffres du réseau Li@in au 31/12/2018




Réseau de Fibre Optique
3 800 kms



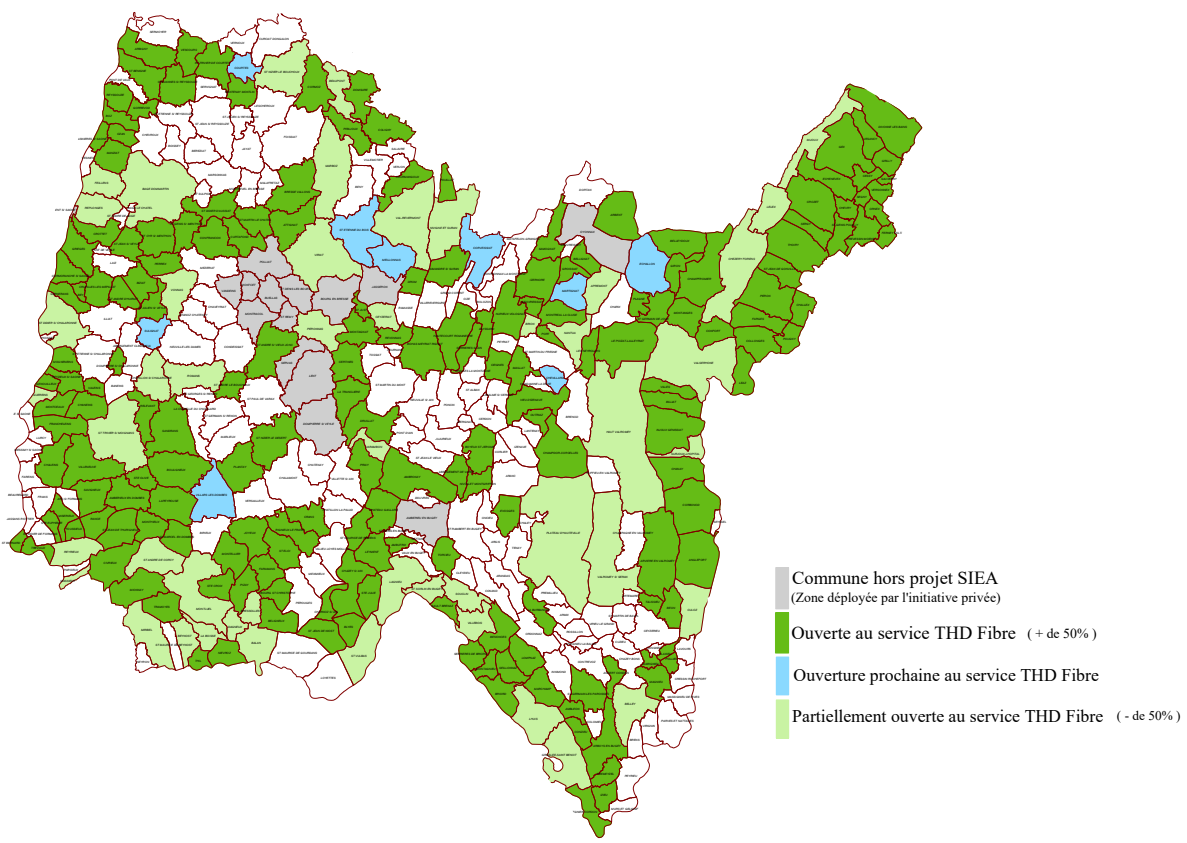

Zones d'activités ouvertes
145 sur 370 dans l'Ain



Communes desservies
partiellement ou totalement
230 soit plus de **50%**
du territoire géré par le SIEA



Foyers
et bâtiments raccordables
115 240
Taux de couverture moyen **38%**

Abonnés au service Très Haut Débit
37 588 dont 1500 professionnels

Moyenne d'abonnement FTTH souscrits/mois : 1 784 <i>+73% par rapport à 2017</i>	Moyenne d'activations FTTH réalisées/mois : 896 <i>+28% par rapport à 2017</i>
Taux de pénétration moyen 33%	



Les Opérateurs partenaires (FAI)



Opérateurs partenaires

32 dont 2 nationaux

7 dédiés au Grand Public



31 dédiés aux Professionnels



Nouveaux partenaires du Réseau Li@in

CPRO NETWORKS



C'PRO NETWORKS est positionné depuis 2010 sur les métiers de l'installation téléphonique et de la fourniture de liens télécoms, avec des offres adaptées aux PME et grandes entreprises. Son siège est basé à Valence dans la Drôme où se trouve également le siège du groupe C'PRO dont C'PRO NETWORKS est une des six filiales, chacune étant structurée par métier (systèmes et services d'impression, métiers de l'informatique).



NETALIS



NETALIS est un opérateur télécom régional basé à Besançon en Bourgogne-Franche Comté, où sont installés les services administratifs, commerciaux et techniques ainsi que son principal centre de production. Créée en 2015 par des professionnels ayant une large expérience dans les infrastructures et services Internet, NETALIS propose des solutions nu-mériques tournées vers l'innovation et la proximité avec ses clients pro-fessionnels indépendants, TPE, PME et collectivités/institutions. NETALIS s'appuie sur un réseau d'agents commerciaux et d'acteurs IT lo-caux partout en France (consultants-experts, revendeurs, SSII...).
IT : Technologies de l'information / SSII : Sociétés de services en ingénierie informatique

OKTEO



Acteur de l'innovation depuis près de 50 ans, OKTEO est une Entreprise de Services Numériques (ESN) orientée sur la transformation digitale, l'édition logicielle et l'intégration de services auprès des acteurs de l'agriculture et de l'élevage, et des PME industrielles. Localisée sur son site histo-rique de CEYZERAT depuis 1971, l'entreprise compte aujourd'hui quatre im-plantations à Ceyzériat, Oyonnax, Lons le Saunier et Lyon, réunissant une centaine de collaborateurs. OKTEO mise sur un service de grande proximité pour développer sa nouvelle activité d'opérateur et amorcer son partenariat sur le réseau Li@in.

ROVERBA



Implantée dans le Rhône à Vaulx-en-Velin et forte de son expérience depuis 2011 dans le Cloud Privé et Sécurisé, Roverba s'adresse à une clientèle de TPE et PME, toutes activités confondues. L'opérateur propose des services en ligne à la demande et sur mesure en fonction de la problématique de l'entreprise. Son activité s'oriente sur l'hébergement de serveurs de type Cloud, sous forme d'abonnement sans engagement ; un service d'hébergement de proximité grâce à son Datacenter 100% français, basé à Lyon. Roverba propose également à ses clients un moyen d'augmenter leur revenu grâce à des applications mobiles personnalisées.

Grâce à ses partenariats stratégiques noués avec les éditeurs, Roverba a une parfaite connaissance de l'ensemble des logiciels métiers (Ciel, EBP, Sage, Open ERP, Exchange, Office...) que la société propose.

Outre son siège à Vaulx en Velin, Roverba compte également une agence dans le 3ème arrondissement de Lyon, ainsi qu'à Chavanoz dans l'Isère. Son effectif est compris entre 10 et 15 salariés.

SERVEURCOM



Créé en 2004 au Mans dans la Sarthe, Serveurcom a débuté son activité en développant des opérateurs locaux tels que Sarthe Telecom, Touraine Telecom ou Anjou Telecom, dans le but de proposer aux entreprises des offres globales au travers d'un guichet et d'une facture uniques.

En 2017, après avoir lancé son offre de téléphonie mobile, donnant accès aux 3 réseaux nationaux, Serveurcom rachète Planet-Work, le spécialiste des services d'hébergement web professionnel. Ce rachat lui a permis d'étoffer son offre et de proposer de l'hébergement dédié ou mutualisé, des noms de domaine..., Planet-Work devenant la division cloud du groupe.

14 ans après sa création, Serveurcom est devenu un opérateur telecom d'envergure nationale. Il propose aux entreprises et aux administrations des services de téléphonie fixe, d'accès à internet et de communications unifiées. Son effectif est compris entre 20 et 49 salariés.

Le développement commercial de Serveurcom s'organise autour d'une vente directe dans ses départements historiques et d'un réseau de partenaires couvrant l'intégralité du territoire national.

L'opérateur sarthois opère son propre réseau, qui repose sur les délégations de service public (DSP ou RIP) du territoire, et sur les réseaux nationaux des opérateurs privés.

Informations FAI partenaires du Réseau Li@in

ORANGE,

Expérimentation SIEA/Orange : Raccordement en aérien



Depuis septembre 2016, Orange, partenaire du SIEA, réalise lui-même le raccordement de ses clients en tant que sous-traitant du SIEA (mode STOC), contrairement aux autres opérateurs partenaires qui confient le raccordement au SIEA (mode OI), via les prestataires de raccordements. Orange a commencé par raccorder ses abonnés situés en immeuble, puis dans un second temps, ses abonnés situés en pavillon dont le câble fibre passe en sous terrain. A ce jour, ce sont 99 communes qui sont concernées par ce type de raccordement sur 2018. Il restait à réaliser l'expérimentation des raccordements en aérien. Depuis un an, le SIEA et Orange ont signé un contrat permettant la réalisation de cette expérimentation sur 11 communes du département.

Cette expérimentation a permis de valider l'ingénierie du réseau aérien du SIEA afin de permettre une généralisation des raccordements aérien sur 2019.

SFR,

Point sur la commercialisation



A fin 2018, la commercialisation des offres grands publics est disponible sur 223 communes (liste actualisée sur www.reso-liain.fr).

Architecture du réseau



► Mise à niveau

Engagement respecté !

Nous avons respecté notre engagement auprès de l'opérateur Orange avec la mise à disposition de 45 Répartiteurs de Transport Optique (RTO)* au 31/12/2017. Cette évolution du réseau Li@in permet à Orange de délivrer ses services Très Haut Débit Fibre sur le réseau Li@in.

Lieu d'installation de ces 45 RTO :

- **27 sur 40** en services au sein des Nœuds de Raccordement Abonnés (NRA) d'Orange,
- **7 sur 9** en services dans une armoire externe qui jouxtent un des NRA d'Orange,
- **11 sur 14** en services sont dans un shelter posé par le SIEA.

Les opérateurs nationaux disposent donc à ce jour de 165 Points de Mutualisation (PM) ou Sous-répartiteur optique (SRO)* dotés d'une capacité fibre jusqu'à un espace d'hébergement amont où ils peuvent installer leurs propres équipements conformément à leur cahier des charges.

Le chantier RTO continue pour que rapidement tous les PM disposent de ce lien fibre optique dit de « transport ».

Orange a indiqué en Comité de Concertation que la Mise à Niveau était terminée. En revanche, quelques raccords aériens complexes feront l'objet d'une convention en cours de discussion selon les modalités proposées par le SIEA en décembre 2018.

► Mise en conformité

La nature des opérations de la mise en conformité concerne le réagencement des câbles et des équipements SIEA implantés dans les chambres appartenant à Orange, et les conditions d'utilisation du génie civil d'Orange.

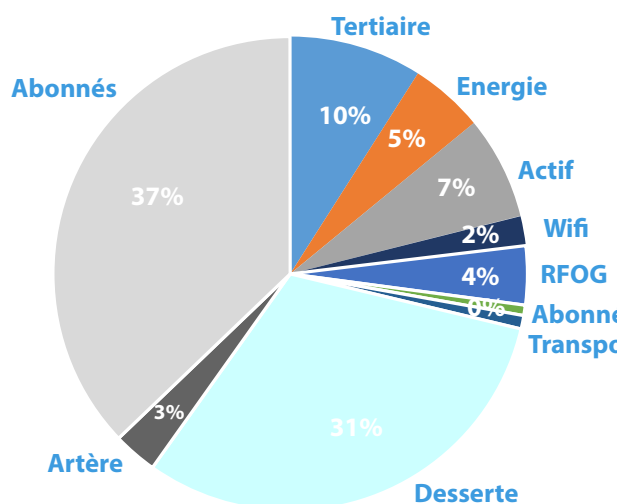
Afin de mener au mieux cette étape, le SIEA a choisi de réaliser un audit, avant de déclencher les travaux de mise en conformité. Celui-ci est d'ores et déjà en cours sur les 31 communes estimées prioritaires par Orange. Les travaux nécessaires à la mise en conformité des chambres classées inexploitable ou non-conformes, selon Orange, ont débuté sur les communes de : FERNEY VOLTAIRE, GRILLY et LEAZ, la commune de GEX est planifiée.



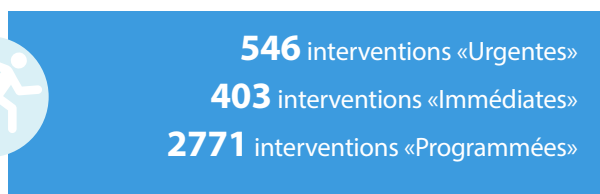


La maintenance du réseau

Répartition des interventions par domaine



Répartition par urgence



Urgent -24h : Le technicien doit arrivé sur site (GTI) dans les 24H qui suivent le déclenchement.

Immédiat -1h : La Garantie de Temps d'Intervention doit être inférieure à 1H en Heure Ouverte et 1h30 en Heure Non Ouverte

Disponibilité du réseau

Taux de disponibilité moyen du réseau Li@in sur l'année 2017 = 99.98%

Le taux de disponibilité est un calcul indiquant combien de temps le réseau Li@in a été opérationnel pour fournir les services TV/Internet/téléphone pour les clients du réseau.

Point sur le PM de St Vulbas

Les équipes d'exploitation et de maintenance du réseau sont étroitement associées à la conception du réseau afin d'assurer la meilleure transition possible. L'automatisation des tâches est optimisée en permanence par le développement d'outils adaptés.

Il est à noter que cette régie est la seule en France à l'échelon départemental qui maintient son réseau sans le confier à un opérateur privé, cependant, l'expérience du SIEA en la matière est unanimement reconnue en France pour la qualité du service fourni aux fournisseurs d'accès internet et à leurs clients.

Au-delà de la qualité de service délivrée, l'avantage du modèle est la maîtrise des coûts, le maintien de la qualité et la pérennité du réseau et la réactivité.

Pour preuve en décembre 2018, l'armoire de Rue (PM) basée à St Vulbas a été incendiée, les Equipes de la Régie RESO-LIAIn ont permis le rétablissement de l'ensemble des clients connectées à celle-ci d'être réatbli en moins de 24h.

- 03h50 : alarme porte ouverte sur le PM
- 03h53 : perte simultanée de tous les équipements actifs du PM
- 03h59 : Alarmes prises en compte par le NOC
- 04h05 : Déclenchement du mainteneur
- 05h20 : arrivée du mainteneur et constat de l'incendie du PM
- 11h15 : Nouveau PM installé
- 17h45 : Premier client rétabli
- 22h00 : Dernier client rétabli





Organisation du Service Public

Au 31/12/2018, 384 communes ont transféré leur compétence gaz au SIEA soit 94%, périmètre pris en compte 407 communes.

Le SIEA est autorité concédante chargée de l'organisation du service public de la distribution du gaz sur 139 communes concédées à Gaz réseau Distribution France (GrDF).

Les contrats de concession s'appuient chacun sur un cahier des charges qui rappelle notamment le rôle de la collectivité organisatrice du service public de distribution, de même que les obligations du concessionnaire dans l'exploitation du service concédé.

Propriétaire des ouvrages de distribution publique de gaz (réseaux, postes de détentes,...), le SIEA veille à ce que l'exploitant GrDF les maintienne en bon état pour accomplir les missions du service public qui lui sont concédées.

Gaz

Quelques données chiffrées

Les infrastructures de distribution au 31/12/2018



Réseau de Gaz

1 893 kms
+1% par rapport à 2017

L'évolution globale du linéaire de réseau (+1% / +19 kms) résulte de la poursuite du développement du service par GrDF.

Les réseaux sont majoritairement exploités en moyenne pression et les canalisations sont essentiellement en polyéthylène.

Globalement, la valeur nette réévaluée du patrimoine immobilisé s'élève à 112 527 500 €.



Gaz distribué

2 007 GWh
-4.3% par rapport à 2017

Nombre d'usagers

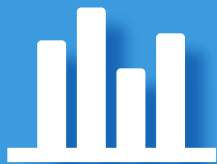
59 178
+2.6% par rapport à 2017

Délégation de service public (DSP)

Au début de l'année 2019, le SIEA a lancé 2 DSP sur les communes de Boz et St Trivier sur Moignans.

Sur Boz, l'objectif est de desservir en gaz naturel un important industriel, très gros consommateur de gaz sur la zone Actiparc.

Sur St Trivier de Moignans, l'objectif est de desservir en gaz propane le bourg de la commune en utilisant les canalisations existantes de gaz mise en place en coordination avec des travaux d'enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques.



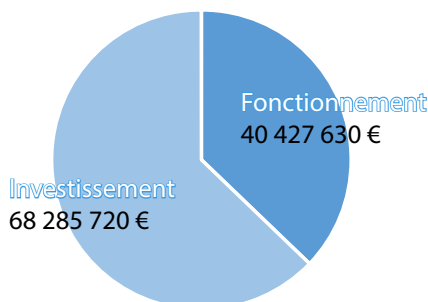
VUE D'ENSEMBLE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

Budget de fonctionnement et d'investissement

Montant global : **108 713 350 €** + 14% par rapport à 2017

Organisation du Service Public

Vue d'ensemble
du Compte Administratif
Les principales dépenses
Les principales recettes

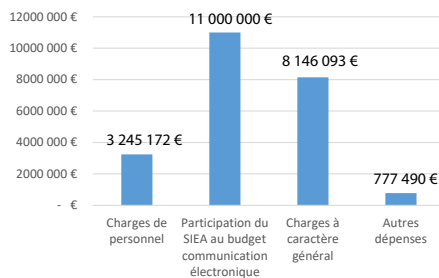


La volonté du SIEA de permettre à l'ensemble des habitants et professionnels de l'Ain d'accéder au réseau Fibre Optique Li@in d'où des emprunts très importants et un engagement financier conséquent dans le domaine du Très Haut Débit.

Budget principal ▶ Montant global : **42 632 981 €**

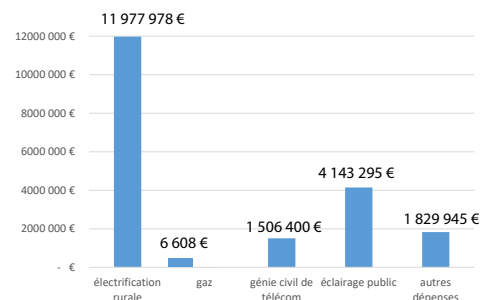
Dépenses : **42 632 981 €**

Dépenses de fonctionnement :
23 168 755€ + 84% par rapport à 2017



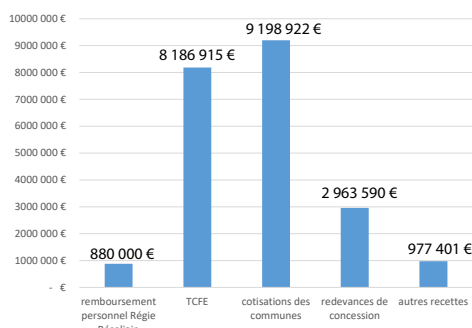
La participation versée au budget Communication Electronique en 2018 comprend le reste à réaliser de 2017.

Dépenses d'investissement :
19 464 226 € -1,5% par rapport à 2017



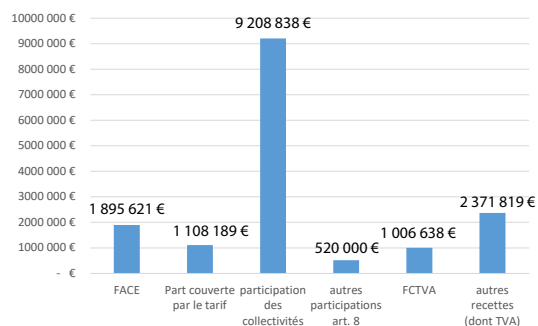
Recettes : **38 317 933 €**

Recettes de fonctionnement :
22 206 828 € + 4% par rapport à 2017



Hausse des cotisations liée à l'imputation en fonctionnement des recettes liées aux travaux d'EP et GCT.

Recettes d'investissement :
16 111 105 € -1% par rapport à 2017



Le budget du SIEA

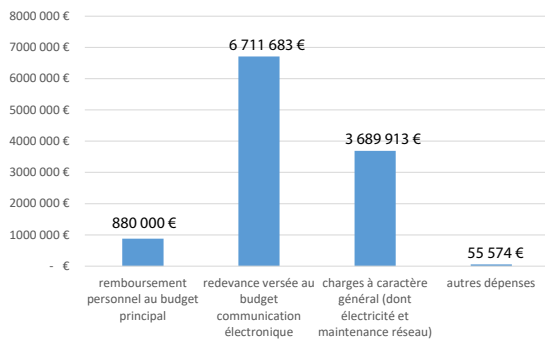
Budget Annexe RESO-LIAIN

Montant global : **11 515 915 €** + 10% par rapport à 2017

Dépenses : **11 515 915 €**

Dépenses de fonctionnement :

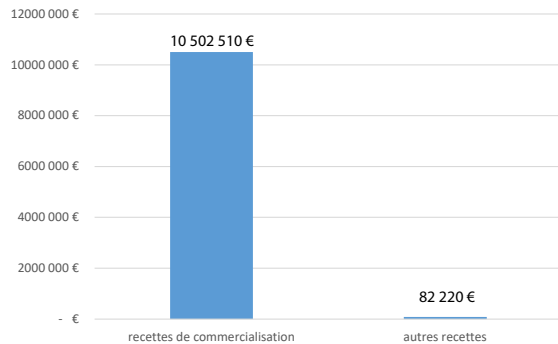
11 337 170 € + 21% par rapport à 2017



Recettes : **10 584 730 €**

Recettes de fonctionnement :

10 584 730 € + 5% par rapport à 2017



Dépenses d'investissement :

178 745 € - 83% par rapport à 2017

Le budget annexe RESO-LIAIN recouvre les dépenses et recettes afférentes à l'exploitation du réseau LIAIN.

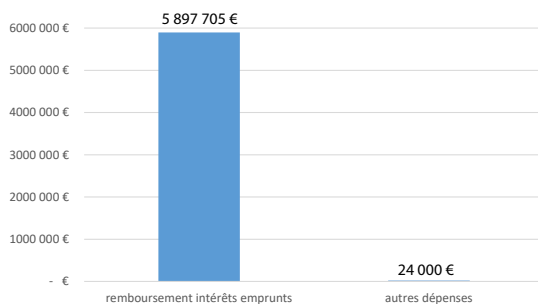
Budget Annexe Communication Electronique

Montant global : **54 564 454 €** + 21% par rapport à 2017

Dépenses : **54 564 454 €**

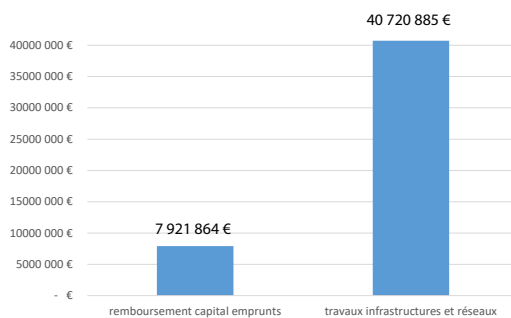
Dépenses de fonctionnement :

5 921 705 € + 1% par rapport à 2017



Dépenses d'investissement :

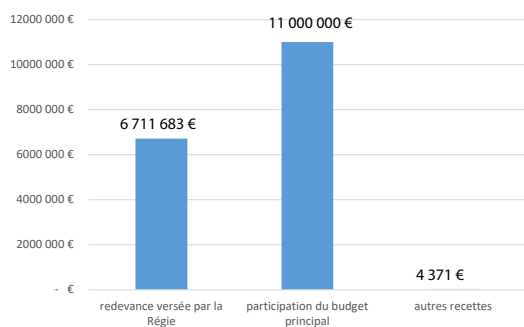
48 642 749 €



Recettes : **61 693 174 €**

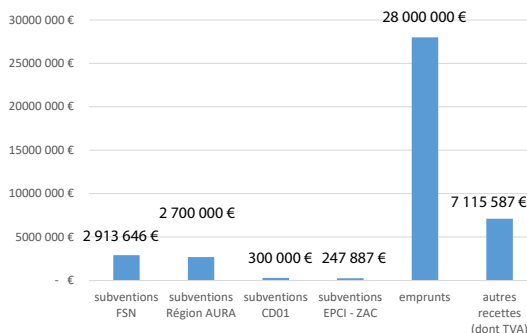
Recettes de fonctionnement :

17 716 054 €



Recettes d'investissement :

43 977 120 €



Le budget annexe Communication Electronique porte les dépenses et recettes afférentes à la construction du réseau LIAIN.

Budget Annexe production d'énergie photovoltaïque

Dépenses d'investissement :

6 684 €

Recettes de fonctionnement :

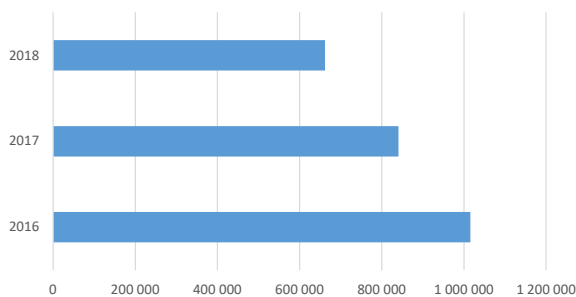
11 000 €

L'opération a été lancée en 2018.

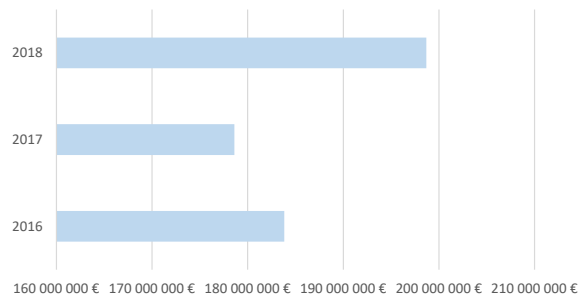
Encours de la dette au 31/12/18

Montant global : **199 352 206 €**

Budget principal



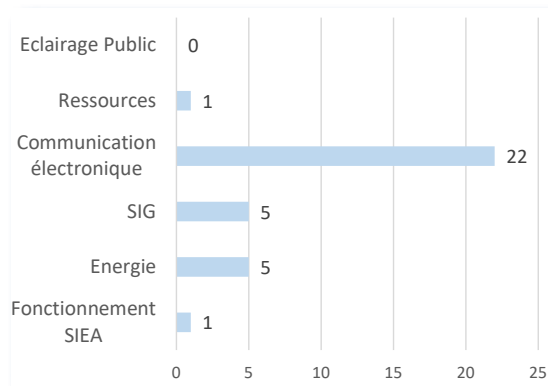
Budget Communication Electronique



LES MARCHES

Marchés passés en 2018

34 marchés ont été passés,
dont voici la répartition par compétence :



>>>>> Focus sur trois marchés



Communication Electronique

« Réalisation des travaux de construction d'un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur le territoire du département de l'Ain – 2 lots »

Ce marché concerne la conception-réalisation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique. Il a pour objet les études de conception et la réalisation de prises FTTH sur la zone d'initiative publique du territoire départemental. L'objectif est d'atteindre les 287 000 prises construites à l'horizon 2021 pour desservir tout le territoire.

Conclu sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes, mono-attributaire, pour une durée de 4 ans, cet accord cadre est scindé en 2 lots géographiques :

- ▶ **Lot n°1 : Déploiement sur la partie Est du département attribué :**
Au Groupement solidaire AXIONE/ Bouygues Energies & Services / Résonance
- ▶ **Lot n°2 : Déploiement sur la partie Ouest du département attribué :**
Au Groupement solidaire SOGETREL / CIRCET

Ces deux accords-cadres ont été notifiés en octobre 2018. Une phase d'initialisation a débuté dès le commencement d'exécution.



Communication Electronique

« Assistance pour la réalisation de routes optiques et de travaux de raccordement d'abonnés FTTH sur la zone d'initiative publique du territoire du Département de l'Ain – 3 lots »

Il s'agit de confier la réalisation de l'affectation des routes optiques, des raccordements abonnés : particuliers et professionnels sur le réseau FTTH construit sur le territoire départemental (prestations de câblages des clients finals) comportant la fourniture des matériels associés.

L'accord cadre, conclu avec émission de bons de commande, comporte un montant minimum mais ne comporte pas de montant maximum et est conclu pour une durée totale de 4 ans (2 ans ferme reconductible). Il comporte trois lots séparés :

- **Lot n°1 : Lot d'affectation de routes optiques sur l'ensemble du département de l'Ain, attribué :**
A la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM SUD EST
- **Lot n°2 : Lot de raccordement de clients finals, référent en zone A (Moitié Nord du département), attribué**
A la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM SUD EST
- **Lot n°3 : Lot de raccordement de clients finals, référent en zone B (Moitié Sud du département), attribué**
Au Groupement conjoint SCOPELEC / SANTERNE CENTRE EST TELECOMMUNICATIONS / SPIE CITYNETWORKS

Ces marchés ont été notifiés le 8 octobre 2018.



SIG

« Accord cadre relatif aux prestations de détection et de géo référencement des réseaux d'éclairage public – 4 lots ».

La réglementation DT-DICT a renforcé les obligations des exploitants de réseaux lors de la conception et la préparation d'un projet de travaux. Elle contraint les exploitants à affiner la connaissance de leur patrimoine par l'amélioration de la cartographie de leurs réseaux enterrés sensibles existants.

Les plans doivent être géo référencés dans les 3 dimensions (x,y,z) avec la précision de classe A (localisation des réseaux au plus de 40 cm) au plus tard le 1er janvier 2020 pour les unités urbaines et le 1er janvier 2026 dans les unités rurales.

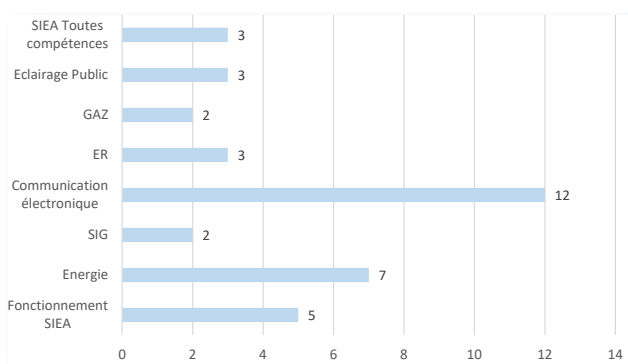
Une consultation a donc été lancée au cours du deuxième semestre 2018 pour le choix des prestataires qui effectueront les opérations de détection et géo référencement de ces réseaux pour le compte des communes ayant transféré la compétence éclairage public au SIEA. Cet accord cadre à bons de commande, sans montant minimum ni montant maximum, a été conclu pour une durée de 12 mois renouvelable 3 fois un an pour chaque période. Il est scindé en 4 lots géographiques, attribués aux entreprises ou groupement comme suit :

- **Lot n°1 : Bugey-Plaine de l'Ain** Groupement IRE01 / IRE26
- **Lot n°2 : Bresse-Val de Saône** BE TECH SUD
- **Lot n°3 : Dombes-Côtières** ETUDE GEO DETECTION
- **Lot n°4 : Haut Bugey-Pays de Gex** Groupement BOURGOGNE DETECTION RESEAUX / MAPPIA

Ces marchés ont été notifiés au 16 janvier 2019.

Marchés à venir

37 marchés prévisionnels, dont voici la répartition par compétence :



Lexique



LEGENDE
Violet : Institution/administration
Turquoise : Communication Electronique
Vert : Energie
Rose : Electricité /Eclairage Public / Gaz
Orange : SIG

A

ADS : Autorisation Droit du Sol. Autorisations concernant l'aménagement d'un terrain telles que demande de permis de construire, de démolir, d'aménager, déclaration préalable, certificat d'urbanisme.

AEP : Adduction d'Eau Potable. Définition des termes techniques permettant d'amener l'eau depuis sa source vers le consommateur via des canalisations.

ALEC : Partenaire du SIEA, Alec est l'espace d'information et de conseil sur l'eau, l'énergie, l'habitat, les transports et l'éco-consommation, dans le département de l'Ain.

ANC : Assainissement Non Collectif. Concerne le traitement des eaux usées domestiques non raccordées au réseau collectif.

AODE : Autorité Organisatrice de la Distribution d'Energie

AMII (Appel à Manifestations d'Intentions d'Investissement) :

Appel organisé dans le cadre du Programme national Très haut débit en vue de recueillir les intentions d'investissement des opérateurs en matière de déploiements de réseaux de boucle locale à très haut débit à horizon de 5 ans en dehors des zones très denses.

ARCEP : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes. Autorité administrative indépendante chargée depuis le 5 janvier 1997 de réguler les télécommunications et le secteur postal en France.

AU : Autorisation d'Urbanisme. Autorisations concernant l'aménagement d'un terrain telles que demande de permis de construire, de démolir, d'aménager, déclaration préalable, certificat d'urbanisme.

Autoconsommation (énergétique) : le fait de consommer tout ou partie de l'énergie que l'on a produite sur place.

Autoproduction (énergétique) : Le fait de produire toute ou partie de l'énergie que l'on consomme

Autorité concédante : Rôle assuré par le SIEA dans l'Ain en confiant ses réseaux à ERDF et à GrDF et en contrôlant leurs activités.

B

BT : Réseau électrique Basse Tension (230 Volts).

C

Caméra Thermique : Une caméra thermique est un outil de mesure permettant de quantifier le rayonnement infrarouge de la surface des matériaux. Elle permet de mettre en évidence les déperditions calorifiques, les désordres structurels d'un bâtiment ou les surchauffes des équipements et installations techniques.

CAS FACE : Compte d'Affectation Spéciale Financement des Aides aux Collectivités territoriales pour l'Electrification Rurale.

CC : Carte Communale

CCPE : Commission Consultative Paritaire de l'Energie

CCSPL : Commission Consultative des Services Publics Locaux.

CEE : Certificats d'Economies d'Energie. dispositif de l'Etat pour favoriser les économies d'énergie, en obligeant les vendeurs d'énergies à promouvoir les actions d'efficacité énergétique auprès de tous les publics éligibles.

CEP : Conseil en Energie Partagé. Service mutualisé entre les collectivités pour maîtriser les consommations d'énergie, par un diagnostic, des préconisations, un accompagnement et un suivi personnalisé des bénéficiaires.

Commune Ouverte : Commune pour laquelle au moins 50% des logements (Pavillon, appartement, entreprise, bâtiment public) sont raccordables à la Fibre Optique.

Commune Partiellement Ouverte : Commune pour laquelle au moins 5% à 50% des logements (Pavillon, appartement, entreprise, bâtiment public) sont raccordables à la Fibre Optique.

Concessionnaire : Exploitant du réseau public, propriété du SIEA pour le compte des communes.

CPE/ Boîtier Optique : Boîtier Optique posé, par les entreprises mandatées par le SIEA, à l'intérieur du logement ou du bâtiment à connecter à la fibre optique. Equipement permettant de transformer le signal lumineux en signal électrique.

CPL (Courants Porteurs en Ligne) : Technique permettant le transfert d'informations numériques en passant par les lignes électriques.

CRAC : Compte Rendu Annuel de Concession

D

Débit : En informatique ou en télécommunication, le débit mesure une vitesse de transfert de données numériques, mesurée en bits par seconde (bit/s).

Délégué : Élu représentant sa collectivité au sein du SIEA.

DICT : Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux. Demande de plans des réseaux envoyée par l'entreprise aux gestionnaires de réseaux avant de démarrer des travaux.

DT : Déclaration de Travaux. Demande de plans des réseaux envoyée par le maître d'œuvre aux gestionnaires de réseau avant de commencer un projet.

Document d'urbanisme : document qui cadre l'aménagement et l'urbanisme à l'échelle d'un territoire (PLU ou CC)

E

EDF (Electricité De France) : premier producteur et fournisseur d'électricité en France. Historiquement établissement public à caractère industriel et commercial, devenu une société anonyme en 2004.

EP : Eclairage Public.

ENEDIS : (anciennement ERDF) Concessionnaire/exploitant du réseau de distribution électrique du SIEA.

EnR : Energies renouvelables : sources d'énergie dont le renouvellement naturel est assez rapide pour qu'elles puissent être considérées comme inépuisables à l'échelle du temps humain (biomasse, géothermie, solaire, hydraulique, éolienne...)

Eolienne : système à ailes ou à pales tournantes qui transforme l'énergie cinétique du vent en énergie mécanique, laquelle est ensuite le plus souvent transformée en énergie électrique

Extension électrique : Allongement du réseau électrique pour desservir une parcelle (ajout de poteaux, poste ou passage de fils ou câble en souterrain).

Extension de la Fibre : Déploiement de la fibre sur des communes ouvertes pour augmenter le taux de couverture.

Extinction du cuivre : Suppression de l'utilisation du réseau cuivre de la boucle locale, l'accès aux services (Internet, téléphonie...) étant assuré par d'autres technologies (FTTH, 3G ou 4G, satellite...).

F

FACE : cf à CAS FACE

FAI : Fournisseurs d'Accès Internet, nommés aussi opérateurs de service. Opérateur offrant une connexion au réseau informatique Internet.

FEDER (Fonds Européen de Développement Économique et Régional) : Fonds structurel européen qui vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union européenne en corrigeant les déséquilibres régionaux.

Fibre optique (Fo) : Très mince fil de verre permettant de transporter une information numérique sous la forme d'impulsions lumineuses. En fonction de la fibre et de ce que l'on souhaite comme usage, un ou plusieurs signaux lumineux peuvent cohabiter.

Fibre optique noire (Fon) : La fibre optique noire désigne une fibre optique qui n'est pas encore alimentée par une source lumineuse.

Fils nus : Anciennes lignes Basse Tension non isolées.

FNCCR : Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies à laquelle le SIEA est adhérent. Organisme rassemblant près de 500 collectivités territoriales spécialisées dans les services publics locaux en réseau : énergie, cycles de l'eau, numérique...

France Très Haut Débit : Lancé au printemps 2013, le Plan France THD vise à couvrir l'intégralité du territoire en THD d'ici 2022. Pour atteindre cet objectif, il mobilise un investissement de 20 milliards d'€.

FSN (Fonds national pour la Société Numérique) : Créé par l'État, ce fonds dispose de 4,25 milliards d'euros destinés à accompagner en investissement les acteurs de l'économie numérique, dont 900 M€ pour subventionner les réseaux d'initiative publique (RIP).

FTTH (Fiber To The home) = Fibre jusqu'à la maison : L'abonné est alors directement raccordé par une fibre optique de "bout en bout". Une fibre est tirée entre le noeud de raccordement optique (NRO) et l'intérieur du logement pour être raccordée à un modem.

FTTO (Fiber To The Office) = Fibre jusqu'à l'entreprise : Connexion d'une entreprise au réseau de fibre optique. Architecture conçue pour les besoins professionnels, apportant en général une fibre dédiée afin de la gérer finement (garantie de temps de rétablissement, qualité de service...).

FTTLA (Fiber To The Last Amplifier) : Technologie visant à réutiliser le réseau câblé existant notamment sur la partie terminale en installant de la fibre optique plus près de l'abonné tout en conservant le câble coaxial des réseaux câblés sur le dernier segment.

G

GrDF : Gaz Réseau Distribution France = Concessionnaire/exploitant du réseau de distribution de gaz naturel du SIEA dans l'Ain.

Géoportail de l'urbanisme (GPU) : site internet sur lequel chaque document d'urbanisme en vigueur devra être déposé obligatoirement à partir de 2020 pour être opposable. Le site peut déjà commencer à être alimenté. Il est accessible pour les particuliers et professionnels en consultation et téléchargement de données. <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

H

Haut Débit : Les réseaux « haut débit » sont favorisés par la commercialisation des offres d'accès ADSL, câble et boucle locale radio ou fibre optique. Les débits vont de 128 Kbps à plusieurs Mbps. Un accès à Internet à haut débit (*ou accès à Internet à large bande, par traduction littérale du terme anglais broadband*) est un accès à Internet à un débit supérieur à celui de l'accès par modem (typiquement : 56 kbit/s).

HTA : Réseau électrique Moyenne Tension (20 000 Volts).

K

kVA : kilovoltampère = mesure la puissance électrique apparente d'une installation.

kWh : Kilowattheure = 1000 Watts produits ou consommés durant 1H.

L

Li@in : Réseau de fibre optique, déployé par le SIEA, permettant à l'ensemble des particuliers et des professionnels du département de l'Ain d'accéder au Très Haut Débit.

M

Maîtrise de la Demande en Energie MDE : Cette notion vise à diminuer la consommation générale d'énergie par la demande plutôt que par l'offre.

Maîtrise d'œuvre (MOE) : Entité choisie par le maître d'ouvrage pour la réalisation, soit la mise en œuvre d'un projet dans les conditions de délais, de qualité ainsi que de coûts fixés par ledit projet, le tout conformément à un contrat ou un cahier des charges.

Méthanisation : Processus naturel biologique de dégradations de matières organiques en absence d'oxygène produisant un biogaz (méthane) et un digestat (compost).

Mise à Niveau : Opération consistant à adapter le réseau Fibre Optique Li@in pour permettre à tout FAI de venir sur un réseau en mode passif (non activé).

N

NRA (Noeud de Raccordement d'Abonnés) : Les NRA sont les centraux téléphoniques de l'opérateur historique France Télécom dans lesquels aboutissent les lignes téléphoniques des abonnés, quel que soit leur fournisseur d'accès ADSL.

NOME : Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité.

NRO (Noeud de Raccordement Optique) : Point de concentration d'un réseau en fibre optique où sont installés les équipements actifs à partir desquels un opérateur active les accès de ses abonnés.

P

PCAET : Plans Climats Air Energie Territorial Projet territorial de développement durable, obligatoire pour les EPCI de plus de 20 000 habitants, co-construit entre les décideurs de l'EP-Cl. Il a pour but de : réduire les émissions de gaz à effet de serre ; atténuer et s'adapter au changement climatique ; maîtriser la consommation d'énergie réduire la dépendance énergétique ; développer les énergies renouvelables ; améliorer la qualité de l'air.

PCRS : Plan de Corps de Rue Simplifié. Plan topographique de précision qui devra servir de support pour positionner les réseaux dans les réponses au DICT.

Photovoltaïque (PV) : L'effet photovoltaïque désigne la capacité que possèdent certains matériaux, notamment les semi-conducteurs, à convertir directement les différentes composantes de la lumière du soleil (et non sa chaleur) en électricité.

PLUi : Plan Local d'Urbanisme d'intercommunalité.

PLU : Plan Local d'Urbanisme. Principal document de planification de l'urbanisme au niveau communal ou intercommunal.

PM (Point de Mutualisation) ou SRO : Nommés aussi Armoires de Rues ces équipements sont positionnés au sein de la commune fibrée. Ces équipements peuvent être situés plus ou moins loin des logements qu'ils desservent et permettent de raccorder jusqu'à 300 abonnés.

POS : Plan d'Occupation des Sols. Principal document de planification de l'urbanisme au niveau communal ou intercommunal. Remplacé par les PLU depuis le 13 décembre 2000. Depuis le 26 mars 2017, il ne reste que les POS pour lesquels une procédure d'adoption de PLU a été engagée.

Prise ou Local Raccordable : Fibre existante, affectée à un logement, dans le Point de Branchement Optique. Le raccordement et donc le Point de Terminaison optique restent à construire pour raccorder l'abonné.

PTO : La Prise Terminale Optique est une prise terminale pour les réseaux FTTH qui permet le raccordement de 1 à 4 fibres. Elle sert de point d'interface entre le câble d'abonné et le cordon d'abonné.

Q

Quadruple Play : Il s'agit d'un service combinant la télévision numérique, la téléphonie numérique, l'Internet et la téléphonie mobile.

R

Réseaux et canalisation : site internet sur lequel chaque gestionnaire de réseau doit déclarer ses réseaux et leurs emprises. Les communes gèrent en général au moins le réseau d'eau pluviale. <http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr>. C'est à partir de ce site que les entreprises de travaux consultent les gestionnaires de réseau pour les réponses aux DICT.

RIP Réseau d'initiative Public : Depuis 2004, les collectivités peuvent mettre en place des réseaux d'initiative publique (RIP). Quel que soit le montage retenu, l'intervention des collectivités devra garantir l'utilisation partagée du réseau et respecter le principe d'égalité et de libre concurrence sur les marchés. Le réseau Li@in est un RIP ouvert à tout opérateur pouvant délivrer du THD.

RNU : Règlement National d'Urbanisme. S'applique si la commune n'a pas de document d'urbanisme opposable (PLU ou CC).

S

Scot : Schéma de Cohérence Territorial : Le SCOT est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale à long terme, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine. Il vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles du territoire (habitat, mobilité, urbanisme, équipements commerciaux, environnement etc.)

SDTAN : Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique. Instauré par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, le SDTAN définit une stratégie de développement des réseaux établie à l'échelle d'un département au moins. Il vise à soutenir la cohérence des initiatives publiques et leur articulation avec les investissements privés.

SIG : Système d'Information Géographique. Système d'information permettant d'organiser et de présenter des données alphanumériques spatialement référencées, ainsi que de produire des plans et des cartes. Ses usages couvrent les activités géomatiques de traitement et diffusion de l'information géographique.

SRO (Sous Répartiteur Optique) : cf. à NRO

SYECL : Logiciel développé par le SIEA permettant de déclarer les pannes d'éclairage public et suivre les dépannages.

T

Taux de Couverture : nombre de prises raccordables par rapport au nombre de logements existants sur la commune.

Taux de Pénétration : nombre d'abonnés par rapport au nombre de prises raccordables.

TCFE : Taxe sur la Consommation Finale d'Électricité.

Territoire d'Énergie Auvergne Rhône-Alpes (TEARA) : Association des Syndicats d'Énergies de Rhône-Alpes Auvergne à laquelle le syndicat adhère, au même titre que l'ensemble des syndicats d'énergie de la Région.

TEPOS : Territoires à Énergie Positive. Un territoire à énergie positive vise l'objectif de réduire ses besoins d'énergie au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétiques, et de les couvrir par les énergies renouvelables locales ("100% renouvelables et plus").

THD (Très Haut Débit) : Le THD désigne des capacités supérieures aux capacités «haut débit» actuelles. En général, on convient de parler de THD à partir de 50 Mbps.

Triple Play : Service offert par certains opérateurs comprenant la télévision numérique, la téléphonie et l'Internet.

W

WiFi (Wireless Fidelity) : Un réseau WiFi permet de relier sans fil plusieurs équipements électroniques (antennes, ordinateurs, téléphones, routeurs, décodeurs Internet, etc.) au sein d'un réseau de communications électroniques afin de permettre la transmission de données entre eux.

Z

ZIP (Zone d'Initiative Privé en FTTH) : Zone déclarée par au moins un opérateur privé dans le cadre de l'appel à manifestations d'intentions d'investir (AMII) de janvier 2011 par le Commissariat général à l'investissement (CGI).

LE G E N D E
Violet : Institution/administration
Turquoise : Communication Electronique
Vert : Energie
Rose : Electrici
Orange : SIG

Les évènements & Rencontres 2018...

Assises européennes de la transition énergétique - Janvier/Février à Genève



Rencontres du SIEA par compétence entre les équipes techniques et les élus
Assemblée Générale - Mars à Bourg en Bresse



Commission Consultative Paritaire de l'Energie - Avril et Décembre au SIEA



Réunions de présentation X'MAP, logiciel de cartographie aux communes - Mai



Réunion Groupement de commandes - Octobre au SIEA

Le SIEA est coordinateur d'un groupement de commandes qui a permis de sélectionner un bureau d'études dont la mission consiste à réaliser et animer la démarche d'élaboration des Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET)



Salon des Maires de l'Ain avec une remise de trophées à l'occasion de la 100 000^{ème} foyers/ professionnels éligibles à la Fibre Optique Très Haut Débit - Octobre à **Bourg-en-Bresse**



Commissions Géographiques d'Echanges - Novembre/Décembre

Rencontres à St Etienne du Bois, Péron, Brion, St André de Corcy, Bâgé Dommartin, Culoz, Leyment en présence des maires et délégués des communes concernées, ainsi que des membres du Bureau et services du SIEA



Bâgé - Dommartin



Culoz



Leyment



St Etienne du Bois

Trophées des Maires - Décembre à **Jujurieux**





26 Réunions publiques Li@in dans le département en 2018 dont :



Brénaz



Le Montellier



Evosges



Le Plantay



Lélex



Courmangoux

Le SIEA

Créé en 1950, le Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain, regroupe les 407 communes de l'Ain.

A l'origine, le SIEA organise le service public de distribution d'électricité sur l'ensemble du territoire départemental. Au-delà de cette compétence, le SIEA est un acteur essentiel concernant d'autres domaines, tels que l'éclairage public, le système d'information géographique, la maîtrise de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables, le gaz, les réseaux de chaleur ou encore la communication électronique.

Cette dernière compétence est au coeur de l'actualité du SIEA, avec le déploiement du réseau de fibre optique nommé Li@in (Liaison Internet de l'Ain) à l'échelle du territoire départemental.

Au service des communes, l'action du SIEA se traduit par des conseils techniques, des participations financières et la réalisation d'infrastructures liées à ses compétences.

Le SIEA en tant qu'acteur majeur de l'aménagement du territoire, s'adapte, évolue, innove, offrant des services toujours plus performants et des réponses adaptées aux besoins de ses adhérents.



32 cours de Verdun
01 006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tél : 04 74 45 09 07
Courriel : courrier@siea.fr

www.siea.fr
www.reso-liain.fr